

Plurilinguisme et Systèmes de Communication
dans L'Afrique Postmoderne

Par

Pr. Mohamed Miliani, Alger

S'inscrire de prime abord dans le débat sur le plurilinguisme en Afrique, serait inapproprié si l'on ne s'arrêtait pas sur le contexte de situation qui nous préoccupe dans la présente réflexion. Aussi, parler de postmodernité pour le continent africain alors que certains pays n'ont pas encore dépassé leur postcolonialité serait anachronique, irréaliste voire même contreproductif. Par ailleurs, c'est cette postmodernité qui a amené sa part d'innovations sans lesquelles les pays africains continueront d'être 'mal partis'. Il est vrai que l'un des challenges majeurs des africains est la prise en charge des nouveaux systèmes de communication qui envahissent de manière affolante le monde d'aujourd'hui. La communication autant que la masse informationnelle disponible, et le développement du savoir scientifique ont amené les hommes à développer de nouveaux rapports sociaux qu'on ne retrouve pas nécessairement dans tous les pays africains. Et dans ces nouveaux rapports la langue occupe une place de choix.

Si au lendemain des indépendances la modernité a été la première bataille que les pays africains ont dû mener de front en dépit de manquements de nature différente qui freinent encore les pays en question, cette phase a été 'escamoté' par quasiment l'ensemble de l'Afrique qui a été forcée de passer à la postmodernité car contrainte par une mondialisation qui a démultiplié les échanges, les moyens de

télécommunication, et les interdépendances entre les hommes. Toutefois, dans notre ‘Village planétaire’ où les inégalités restent criantes, l’africain a été celui qui le moins bénéficié des effets de la mondialisation définie comme progrès/innovation. En outre, cette mondialisation annonce déjà la mort de l’état-nation auquel s’agrippe l’africain face à la disparition des frontières mentales, culturelles, culturelles et politiques, mais aussi au ‘gap’ incommensurable dans la maîtrise des savoirs.

Dans cette étape moderne, le phénomène de consommation a dominé les mentalités autant que les visions du monde qui se sont développées depuis un certain nombre de décennies. La culture de la consommation a pris une telle ampleur qu’elle est devenue une caractéristique des sociétés africaines dans leur progression vers l’inconnu tout en réduisant l’importance de l’homme comme sujet, acteur de son propre développement. Cette mondialisation se caractérise ainsi par un paradigme de convergence qui peut être entendu comme un appauvrissement et qui tend à tout unifier (les représentations, les valeurs, les destinés, et les objectifs des peuples). Cette uniformisation qui peut passer pour beaucoup pour un développement, est aussi synonyme d’abandon des idiosyncrasies des pays, et celles de leurs citoyens.

Malgré ses hésitations et ses méfiances vis-à-vis de la mondialisation, l’Afrique, dans sa phase de postmodernité, a commencé à ranger ses fantasmes sur l’état-nation, et les idéologies homogénéisantes pour laisser émerger un individu avec des identités multiples, lui-même bien ancré dans son espace local qui l’exprime, l’identifie, le caractérise. Une personnalité avec des représentations à plus grande échelle, sans atteindre l’universel, mais paradoxalement, accompagné d’un fort sentiment d’appartenance locale. L’identité d’un tel être se diversifie car elle fait sienne les contradictions et les valeurs de son environnement direct et international. C’est en cela que le sempiternel paradigme de l’authenticité¹, dans l’Afrique

¹ « ... c’est toujours par la négation ou l’exclusion que s’opère la mise en place de l’authenticité. » Miliani Mohamed “la dualité français-arabe dans le

postcoloniale, n'est qu'un mythe, un leurre du politique, car dans sa postcolonialité, l'africain accepte alors de vivre sa culture faite de contradictions, de différences, d'instabilités, d'hétérogénéité, face à l'Autre qui l'aide à se dire, à se construire et avec lequel il doit communiquer. Ainsi donc, sur le plan des langues, c'est à partir d'un multilinguisme sociétal avéré que les individus en dépit parfois de forces endogènes et exogènes antagoniques, de politiques linguistiques débilatantes, de perceptions étriquées, développent des plurilinguismes inégaux vécus parfois comme des déchirures culturelles face à des décideurs apprentis-sorciers qui manipulent ce qui est parfois de l'ordre de l'intime.

Notre angle d'approche de la problématique soulevée ici, concerne d'abord celle des identités postcoloniales, en particulier celle de la plurilinguisme dont a toujours joui l'africain depuis des siècles. Il y a très peu de pays monolingues en Afrique (Swaziland, Lesotho, Botswana, Somalie...). Toutefois, nous éviterons de parler de la modernité sociale qui n'est pas encore dans tous les agendas des politiques africains, ni encore moins de la modernité économique qui est une problématique non encore résolue, même si le primat de l'économique se fait toujours au détriment du social. Par ailleurs, mus par des visions nationalitaires, les africains sentent cet horizon disparaître chez leurs peuples, car les valeurs pré-indépendance (par exemple le nationalisme) ne sont plus de mises car laissant la place à des visions devenues plus égotiques. La dichotomisation Centre-Périphérie est ainsi devenue obsolète car les challenges actuels concernent tout autant les uns que les autres. Et la postmodernité s'épelle de la même façon dans les pays africains : elle se nomme d'abord crise de valeurs, après le règne incontesté des alibis de l'unicité et de l'authenticité qui n'ont cependant pas résolu les problématiques de la diversité des identités nationales en Afrique. En dépit des slogans nationalistes qui s'élaborent sur des passés

système éducatif algérien" (2003) in Education et Sociétés Plurilingues, n°15 déc. 2003, p.29. Aosta, Italy.

mythiques prestigieux, l'éducation coloniale a laissé des empreintes assez fortes. C'est en cela que le domaine qui n'est pas le moins 'virsé' est celui des langues nationales et étrangères et de leur gestion dans tous les pays africains. C'est pourquoi les processus de décolonisation ont toujours procédé par un supposé retour sur le mythique passé précolonial, souvent obscur, ou tout au moins aseptisé, loin des antagonismes et des conflits. Ces politiques ont eu souvent des relents d'essentialisme primaire qui a viré parfois à la xénophobie consciente ou inconsciente et que le dogme religieux n'a pas toujours réussi à faire éviter, quand il n'y a pas contribué. Les politiques linguistiques postindépendances ont toujours inscrit le rejet du '*butin de guerre*'² comme une nécessité pour affirmer l'identité nationale.

Parler de plurilinguisme et de système de communication c'est presque juxtaposer deux problématiques qui ne sont pas encore totalement maîtrisées en Afrique. L'on pourrait même parler d'un antagonisme potentiel. Effectivement, peut-on parler de plurilinguisme alors que les multiples systèmes de communication mettent l'emphase sur la langue de l'internet, globalement la langue anglaise qui agit comme une sorte de lingua franca et qui n'est pas une langue native en Afrique ? Néanmoins, les pays à langue officielle anglaise n'auront pas les mêmes challenges que les pays francophones qui seront toujours occupés à développer d'abord des stratégies de traduction. La sphère de création/production est encore majoritairement un monopole de la langue anglaise. Par ailleurs, il faut éviter aussi dans le cadre de la communication internationale de parler de langue sans parler de culture. Il est vrai que pour certains 'caciques' du système politique, la culture de l'Autre est toujours synonyme de perte de personnalité. Il n'est pas donc inutile de mettre l'emphase sur le linguistique tout en s'ouvrant à la culture de l'étranger. Beaucoup de pays africains sont dans l'attitude toute faite de réserves : '*cachez-moi cette culture que je ne saurais tolérer*'. Alors, parler de plurilinguisme en Afrique devrait induire aussi un

² L'écrivain algérien Kateb Yacine parlait ainsi de la langue française.

pluriculturalisme ouvert, et une interculturalité assumée pour une communication réussie.

En Afrique, la gestion des langues (plus de 2000 langues et dialectes surtout localisés en Afrique de l'Ouest) a toujours été un domaine où le politique a complexifié les débats. Il est vrai que les enjeux dans les postindépendances ont suscité des rivalités qui se sont déclarées souvent avant les indépendances, occultées mais jamais réglées. Les tensions interethniques ont toujours constitué des foyers d'instabilité interne³ sous le couvert de contestations culturelles/linguistiques. La situation postcoloniale des pays africains a montré des contextes géopolitiques où les décideurs, sous le sempiternel alibi de la construction de l'état-nation, ont développé des politiques et aménagements linguistiques glottophages⁴ : la politique des langues nationales a toujours prôné l'omission sino l'exclusion d'une ou de plusieurs langues maternelles (cas du dioula/bambara en Côte d'Ivoire et du berbère en Algérie). Ces démarches politiciennes ont parfois mené les pays dans l'impasse de l'unilinguisme où les politiques cherchent à les y emmener. Ces unilinguismes n'aident en rien ces pays à s'en sortir face au déficit du numérique et de la révolution de la communication. Les victimes collatérales de ces politiques suicidaires ont été souvent les langues maternelles et les dialectes régionaux. Ainsi, la sélection d'une langue officielle au lendemain des indépendances s'est accompagnée de heurts fratricides, principalement en Afrique de l'Ouest, en Maurétanie, au Burundi et au Rwanda. Parfois, les rivalités débouchaient sur le maintien de la

³ Cas de la Maurétanie qui en adoptant 3 constitutions différentes, a changé par 3 fois le statut des langues natives et étrangères en contact. 1959 : l'arabe langue nationale et le français langue officielle ; 1961 : français et arabe langues officielles ; 1991 : arabe langue officielle, puis arabe, poular, soninké et wolof langues nationales.

⁴ « ... linguistic accomodation has rarely been else than political, but rather that it has been conducted along the lines of a policy embodied in the processes of exclusion or coercion present not only in laws, decrees or other ministerial circulars, but also on the education terrain. » Miliani M. *"Arabisation of Higher Education in Algeria: Linguistic centralism vs. democratisation"* (2003: 56) in *International Journal of Contemporary Sociology*, vol. 40 n°1, Finland.

langue du colonisateur comme langue officielle (cas de la Côte-d'Ivoire, du Gabon, de la Namibie et du Niger), au grand dam des irréductibles révolutionnaires plus enclins à un retour sur des identités uniques, sclérosées, fermées. Indirectement ou directement, ces irréductibles n'ont pas accepté et/ou compris le dynamisme des langues vernaculaires et véhiculaires. Ces démarches ont été caractérisées par des interdits perturbant ainsi le développement harmonieux des langues et les processus de construction identitaire. Certains pays ont quand même promu des vernaculaires au rang de langue officielle (kiswahili et anglais pour le Kenya et la Tanzanie). La diversité des langues a toujours été battue en brèche par les tenants de l'authenticité. Il ne reste pas moins que cet '*hara-kiri culturel*' (Miliani 2003) n'était pas la réponse idoine face à la diversité des systèmes de communication d'aujourd'hui. Que dire alors d'un pays comme le Cameroun qui minorise toutes les langues autochtones pour établir un bilinguisme d'état français-anglais ? Moins problématique est le bilinguisme d'état : entre une langue internationale et une langue véhiculaire autochtone (kirundi et français pour le Burundi, et malgache et français pour Madagascar).

L'on ne peut objectivement parler de plurilinguisme des individus en Afrique sans faire l'inventaire des politiques éducatives et linguistiques à l'intérieur des systèmes d'éducation formelle. L'école a souvent joué le rôle ingrat du censeur qui appliquait des langues promues par force de décrets, lois et d'ordonnances. Ainsi n'étaient admises que les langues officielles ou les langues véhiculaires dominantes mentionnées dans les constitutions. Les dialectes ont été souvent mis à l'index par ces politiciens qui prônaient des paradigmes de convergence mettant en exergue une langue intouchable. Les situations multilingues et/ou diglossiques ont été superbement occultées par les autorités politiques et éducatives plus ou moins enclines à fermer les horizons culturels et mêmes linguistiques de leurs citoyens⁵. Ceci s'est avéré être problématique

⁵ « ... education will always suffer from a primary monolithism of the decision-makers which is the expression of the fear of the alien, the other. » Miliani M. " *The Circulation of European Educational Theories and Practices: The Algerian*

pour la génération internet car il ne peut y avoir plus d'ouverture dans un monde où l'unilinguisme est inmanquablement synonyme d'analphabétisme. Sevrés du côté de la langue maternelle mais lestés de Surnorme qui n'est pas parfois une langue de communication (l'arabe classique en Algérie), les jeunes se sont retrouvés être en opposition linguistique, voire culturelle avec leurs propres parents. Au plurilinguisme des parents illettrés dans leur majorité, les jeunes opposent des demilinguismes déstructurant.

Parallèlement à cela, certaines langues ont été sur-considérées à cause du halo sacré dont elles bénéficient (Arabe classique). Ces 'intouchables' s'occupaient des affaires sacrées sans donner par ailleurs les clés d'entrée dans les discours profanes innovants de manière active et créatrice. Cette langue figée a eu pour effet la quasi minoration des langues vernaculaires. Certains journaux télévisés ressemblent de plus en plus à des discours ésotériques pour les 'happy few' à cause de l'utilisation de la surnorme. La masse de la population se contente des divertissements qui utilisent les dialectes plus accessibles pour la majorité.

Ce qui semble poser plus de problèmes s'avère être le rejet des langues maternelles interdites d'école. Le cas algérien est un cas singulier. Si l'on veut évaluer les résultats des apprentissages, force est de reconnaître qu'une grosse majorité souffre d'un demilinguisme généralisé : Ce que la vox populi en Algérie nomme, les 'analphabètes bilingues'. Aucune compétence réelle en langues, peu importe laquelle ! Avec un tel constat, le système de communication ne peut se développer sans une réelle maîtrise des langues de manière plus ou moins équilibrée. L'amoindrissement des moyens linguistiques voire même des déficits langagiers ont mené vers un appauvrissement des stratégies de communication surtout celles des jeunes générations.

Par ailleurs, les systèmes de communication poussent à de plus en plus de communication interculturelle. L'interculturel est donc une nécessité, que la communication soit synchrone (téléphone, face-à-face) ou asynchrone (mél, SMS), l'on ne peut éviter la culture de

l'autre. Cette diversité des langues sur le plan international se heurte souvent à l'unilingualité/l'uniculturalité développée par les politiques des états où les discours ambiants cachent des démarches restrictives sur le terrain et que la multiplicité des systèmes de communication n'a pas réussi à éviter. Il est vrai que le 'Tout-Anglais' semble régner sur la communication internationale, aidé en cela par les institutions internationales qui font une place de choix à la langue anglaise.

En Afrique, la situation des langues natives (*indigenous languages*) n'aide pas au développement serein d'un large éventail des langues étrangères. La première inculpée est l'école dans les pays africains. Très souvent, l'ère des postindépendances a coïncidé avec le choix d'une langue au détriment des dialectes locaux, ou des langues maternelles. Par ailleurs, l'officialisation de langues surnormées a entraîné la minoration d'autres plus populaires, moins prestigieuses certes, mais plus utiles. Inlassablement certaines langues maternelles (comme le berbère en Afrique du Nord) ont dû attendre des décennies après les indépendances pour trouver une place, même congrue, dans les constitutions des pays. Ainsi, les situations diglossiques en Afrique⁶ (l'Afrique du Nord entre l'arabe classique et les dialectes arabes régionaux, ailleurs, c'est le déséquilibre entre langue internationale et langue vernaculaire officielle) sont continuellement jugées comme des faiblesses et non comme des richesses. Au contraire, certaines langues ont aussi bénéficié de certains privilèges : langue de/du pouvoir, ou langue du sacré. En outre, la sacralisation de certaines langues a accru le décalage entre la surnorme et les langues usagielles qui véhiculent aussi des valeurs.

Les situations linguistiques en Afrique sont ainsi de riches creusets où les langues et leurs cultures se mélangent. Il faut relever que le multilinguisme officiel n'est déclaré qu'au Burkina, au Mali, au Niger, au Zimbabwe, en Afrique du Sud et au Sénégal. Cependant, si

⁶ Il existe deux situations diglossiques : la première : deux langues différentes avec un statut différent, une prestigieuse, internationale et une moins cotée, une langue autochtone ; la deuxième : deux variétés d'une même langue (une supérieure : l'Arabe classique, et une inférieure : l'Arabe dialectal tel que le tunisien ou le marocain).

les multilinguismes sociétaux de fait développent des plurilinguismes, ils ne sont pas systématiquement synonymes de richesse, mais aussi de demilinguismes (compétences linguistiques limitées) qui perturbent la formation à la citoyenneté, et la préparation à l'innovation communicationnelle. Mieux encore, la myriade de langues en Afrique devrait pousser les états à promouvoir et développer les langues véhiculaires transfrontalières⁷ pour constituer des grands ensembles linguistiques pour accélérer les politiques d'intégration, de collaboration et de coopération qui seront améliorées par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces langues transfrontalières, tout en corrigeant les aberrantes frontières politiques et physiques, pourraient alors concurrencer les grandes langues internationales comme le portugais, le français, l'anglais et l'espagnol, et contribuer à une intégration africaine plus harmonieuse. Il s'agit ainsi pour les Africains, de faire la promotion de quelques langues véhiculaires⁸ pour accroître le niveau de communication entre les différents groupes et communautés linguistiques. Ceci faciliterait la communication interpersonnelle et intra-africaine pour une contribution plus importante à la mondialisation pour ne pas avoir à trop la subir.

Dans ces interactions bi ou pluridimensionnelles, il s'agit en fait de communiquer des connaissances autant que des informations. Confrontés à la double inégalité dont souffrent l'Afrique : face à l'accès à l'information par les nouvelles technologies et la non-maitrise d'une langue nationale/officialle cotée dans le marché des langues (tel que l'anglais), les pays africains ne vivent pas la grande diversité des langues dans la stabilité (l'Erythrée a 9 langues nationales, et le Congo RDC a 200 groupes ethnolinguistiques pour une population de seulement 60 millions). L'Arabe est la seule langue

⁷ L'Académie Africaine des Langues (ACALAN) a retenu pour l'Afrique du Nord, l'arabe et le berbère, le hausa, le mandenka et le fulfulde pour l'Afrique de l'Ouest, le kiswahili, le somali, le malgache pour l'Afrique de l'Est, le chichewa et le setswana pour l'Afrique australe et le lingala et le Betti-fang pour l'Afrique centrale.

⁸ Le peul est parlé dans 15 pays africains, le mandingue dans 5 pays. L'akan, le haoussa, le yoruba, le wolof et le songhaï parlés dans au moins 2 pays.

officielle de pays africains reconnue au niveau des Nations Unies. Le problème de l'accès à l'information par le biais de nouvelles technologies pose évidemment comme condition sine qua non, la maîtrise des moyens techniques et technologiques sophistiqués et non pas que leur disponibilité. Souvent, la 'gadgétisation' technologique a servi de politique de développement. Des outils de télécommunications et des technologies de l'information sont parfois disponibles mais leur utilisation reste très en deçà de ce qui peut être fait avec. Par ailleurs, des politiques incantatoires n'ont fait que dépenser des sommes faramineuses sans que soit instaurée une culture de la communication assistée par les NTIC.

Il est admis que la communication de masse en ce 21^{ème} siècle en Afrique n'est encore qu'embryonnaire. Ne serait-elle alors qu'un vœu pieu ? Néanmoins, la communication interpersonnelle est encore la plus prisée, la plus aisée, et son impact n'est pas moindre (cf. le rôle en 2011 de Facebook dans le réveil des peuples arabes). Cette communication interpersonnelle pourra s'accélérer par le biais de la communication de groupe et l'existence de communautés de pratiques : les universitaires, les scientifiques, les médecins, etc., pour déboucher sur la communication de masse. Il y a lieu alors de se poser une question fondamentale : qu'advient-il du multilinguisme sociétal face à l'avancée hégémonique du cyberspace et de sa langue ? Le plurilinguisme individuel annonce-t-il une réduction plus importante des langues vernaculaires car plus locales, moins prestigieuses et forcément moins prisées ?

En définitive, les challenges pour tous les pays africains sont nombreux car avant toute chose, ces pays souffrent de maux multiples endémiques : économiques, politiques, culturels, techniques et technologiques. En outre, la postmodernité n'a fait qu'exacerber les tensions internes, démultiplier les crises culturelles/linguistiques et accroître les fossés techniques et/ou technologiques. Communiquer est devenu aussi synonyme de maîtrise des moyens techniques/technologiques. Cependant, l'Internet comme vecteur de changement et d'innovation en Afrique a besoin des langues natives pour mieux servir les utilisateurs africains. Le 'Tout-Anglais' par le

moyen technologique va accélérer l'étiollement linguistique des pays dont le multilinguisme a survécu aux guerres coloniales et intestines et à la mondialisation des moyens linguistiques de communication. Aussi semble-t-il normal de construire sur les multilinguismes des états. Il faut ainsi rendre plus visibles les savoirs locaux dignes d'intérêt à travers les langues locales, tout en déployant des stratégies de traduction mais aussi d'inventer et de créer dans sa propre langue. N'est-il pas admis que le '*connais-toi toi-même*' socratique reste un élément fondateur pour des sociétés en paix avec elles-mêmes, et qui ne sont pas pour autant accrochées à des passés mythiques ou réels mais plus proactives face aux challenges du siècle de l'Internet et du virtuel.

Références

Miliani M. " *The Circulation of European Educational Theories and Practices: The Algerian Experience*" (1996) in Mediterranean Journal of Educational Studies, vol. 1 Number 1. Malta. ISSN 1024-5375.

Miliani M. "*la dualité français-arabe dans le système éducatif algérien*" (2003) in Education et Sociétés Plurilingues, n°15 déc. 2003. Aosta, *centralism International Journal of Contemporary Sociology*, vol. 40 n°1, Finland.Italy.

Miliani M. "*Arabisation o vs. democratisation*" (2003) in *f Higher Education in Algeria: Linguistic*

Les langues officielles en Afrique:

arabe, français, espagnol, kirundi, kiswahili, malgache, anglais, Kinyarwanda, wolof, créole, sesotho, siswati, louganda, luo, afrikaans, ndebele, sotho du nord, siswati, tsonga, tswana, venda, xhosa, zulu, shona, ndebele, kirundi, kiswahili, portugais, somali , wolof, chichewa , amharic, siswati, shone.

Les pays africains les plus multilingues:

Nigéria: 100M hab.; 470 langues et dialectes
 Cameroun : 12M8 hab. ; 279 langues et dialectes
 Zaïre : 41M8 hab. ; 221 langues et dialectes
 Soudan : 29M1 hab. ; 132 langues et dialectes
 Tanzanie : 32M8 hab. ; 131 langues et dialectes
 Tchad : 6M4 hab. ; 127 langues et dialectes